LA PEINE DE MORT,
AU POINT DE VUE PRATIQUE ET HISTORIQUE.

OBJECTIONS ET RÉFUTATION.
LA

PEINE DE MORT,

AU POINT DE VUE

PRATIQUE ET HISTORIQUE.

OBJECTIONS ET RÉFUTATION.

Discours prononcé par M. le procureur général DE BAVAY, à l'audience de rentrée de la Cour d'appel de Bruxelles, le 15 octobre 1863.

Bruxelles,

EMM. DEVROYE, IMPRIMEUR DU ROI,
RUE DE LOUVAIN, 40.
1863
LE

PENSEE DE NOTRE

MINISTERE DE L'INSTRUCTION

PUBLIC

GOUVERNEMENT

EMISSION DE LA

1802-1803
MENIEURS,

En assistant, l'année dernière, à la reprise de vos travaux, nous avons cru devoir vous entretenir de la peine de mort, au point de vue pratique et historique. Nous pensions alors, et nous croyons encore aujourd'hui, que cette peine est la seule qui prévienne les grands crimes par l'intimidation.

Quoique nous ayons invoqué à cet égard des faits irréfutables, on s'est remis à l'œuvre par des meetings, par des conférences et par l'établissement d'une association permanente. Les adversaires de la peine de mort annoncent même, depuis six mois, qu'une motion parlementaire va conclure à son abolition. La question reparaîtra donc aux Chambres, et nous considérons comme un devoir de la reprendre nous-même au point où nous l'avons
laissée ; d'explorer la route qu'elle a parcourue depuis un an ; de réfuter les objections qu'on nous a faites, et de résumer celles qu'on n'a pas rencontrées.

Nous n'ignorons pas, du reste, que cette tâche est éminemment ingrate, puisque c'est au nom du progrès social qu'on réclame l'abolition de la peine de mort. Mais, lorsqu'on appartient au parquet depuis trente-trois ans ; lorsqu'on a pu voir jour par jour, depuis trente-trois ans, l'influence de la peine sur la criminalité, ce serait une lâcheté que de ne pas intervenir dans une question aussi grave, dût le progrès social nous en faire un grief. C'est à ce titre que nous vous avons entretenus de la peine de mort l'année dernière, et que nous vous en parlerons encore aujourd'hui, au risque de devenir la "chenille d'infirmité" ou le boas d'orgueil dont parle une lettre que publiait un de nos journaux, et qu'il recommandait à nos méditations (1). Il est vrai qu'en écrivant cette lettre, l'auteur des Misérables allait beaucoup plus loin ; qu'il s'élevait même contre « le sombre rocher de Sisyphe, ce bloc de haine, de tyrannie, d'obscurité, d'igno-
rance et d'injustice qu'on nomme la pénalité. »

Pour démontrer l'influence préventive de la peine de mort, nous avions rappelé deux faits.

(1) Lettre de Victor Hugo au pasteur Borst. — Indépendance, du 22 novembre 1862.
également décisifs : l'exemple des chauffeurs, sous le directoire, et celui du mauvais gré, dans le pays de Tournay. Nous avions dit, en invoquant les paroles du directoire lui-même (1), que « le nombre des « chauffeurs avait diminué, et que leurs attentats « étaient devenus beaucoup moins fréquents, de- « puis qu'une loi de l'an v leur avait appliqué la « peine capitale ; mais que celui des voleurs de « grandes routes avait paru s'accroître dans la « même proportion, et que l'absence de la peine de « mort, quant à eux, n'avait fait qu'augmenter leur « nombre et leur audace. »

Il était assez difficile de contredire cette proposition, puisqu'elle émanait du gouvernement, que personne ne l'avait contestée autrefois, et que la législature d'alors lui avait donné sa pleine adhésion, en étendant la peine de mort aux voleurs de grandes routes, par la loi du 29 nivôse an vi. On n'a donc pas nié le fait en lui-même, mais on a soutenu qu'il ne prouve rien aujourd'hui, parce qu'il appartient, dit-on, à une « époque où la jus- « tice était aussi désorganisée que la société. »

C'est, en effet, la seule observation que nous ayons rencontrée à cet égard, dans une conférence sur la peine de mort, tenue à Liége, le 1er février dernier (2). Mais, que la justice et la société fussent

(1) P. 27.
(2) Journal de Liége, du 2 février.
desorganisées ou qu'elles ne le fussent pas, toujours est-il certain que les chauffeurs ont compté avec l'échafaud ; que « leur nombre a diminué, et que « leurs attentats sont devenus beaucoup moins fré-
« quents, » dès que la peine de mort est venue les
atteindre. Cette peine les a donc contenus par l'in-
timidation, tandis qu'ils bravaient depuis un an,
les vingt-quatre années de fer de la loi de 1791 ; et
ce n'est pas en criant, comme le fait l'auteur des
Misérables ; Plus d'échafaud, mort à la mort ('),
qu'on pourra détruire ce fait. Il est même d'autant
plus significatif, que la peine capitale était peut-
être alors moins effrayante qu'aujourd'hui, puisque
les chauffeurs trouvaient dans la désorganisation
de la justice et de la société, des chances d'impu-
nité qu'ils n'auraient plus maintenant. Nous som-
mes d'ailleurs autorisé à croire que la permanence
et l'habitude de l'échafaud, sous les tribunaux révo-
utionnaires, avaient dû lui enlever une partie de
sa force, comme l'usage abusif d'un ressort, énerve
le ressort lui-même, et si la peine capitale, dans
ces conditions, a diminué le nombre des chauffeurs;
si elle a rendu leurs attentats beaucoup moins fré-
quents, on ne comprend pas, en vérité, pourquoi
elle ne produirait plus les mêmes résultats, lorsque
l'échafaud n'apparaît chez nous qu'à de rares in ter-
valles ; lorsqu'il reçoit à peine sept condamnés sur

(1) Lettre de Victor Hugo au pasteur Borst.
cent (1), et lorsque nos grands criminels n’ont plus devant eux, ni une désorganisation judiciaire; ni une désorganisation sociale.

La proposition inverse, qu’on s’est borné à affirmer dans la conférence du 1er février, aurait donc besoin d’une explication ultérieure; mais on parviendrait à donner cette explication, que l’exemple du mauvais gré justifierait encore le maintien de la peine de mort.

Nous disions, en effet, l’année dernière (2), que le mauvais gré s’exerçait déjà en 1619 par feu et homicide; que les archiducs Albert et Isabelle avaient dû prendre à cet égard des mesures énergiques; et que Marie-Thérèse avait dû en prendre de nouvelles en 1752 et 1778.

Nous disions également qu’il avait produit quarante-trois incendies et onze assassinats, depuis le commencement de 1836 jusqu’à la fin de 1842;

- Qu’il s’était signalé, depuis le mois de juillet 1845 jusqu’au mois de février 1844, par sept autres crimes entraînant la peine de mort;

Qu’une exécution capitale, opérée le 1er juin 1844, avait instantanément arrêté sa marche; qu’il avait cependant, quelques années plus tard, provoqué un autre assassinat, commis à prix d’argent, et qui avait nécessité une nouvelle exécution capitale.

(1) P. 35 de notre discours de l’année dernière.
(2) Pp. 19 à 25.
Nous disions enfin que cette autre exécution avait eu lieu à Maubray, le 19 février 1850, et que, depuis cette époque, le mauvais gré ne s’était jamais plus signalé par l’assassinat ou par l’incendie; que les deux exécutions de 1844 et de 1850 avaient donc affranchi l’arrondissement de Tournay du feu et de l’homicide qui le désolaient depuis des siècles.

En rapportant les faits qui précèdent, nous avions indiqué les documents officiels qui les constatent. Nous avions même désigné les crimes de 1845 par le nom des victimes et par celui des localités. Un an s’est écoulé depuis lors, et l’on n’a pas contesté un seul de ces faits, quoiqu’on ait eu le temps de les vérifier et de les contredire. Il reste donc établi que le mauvais gré avait produit soixante et un crimes capitaux en huit ans, depuis le commencement de 1856 jusqu’à l’exécution de 1844, tandis qu’il n’en a plus provoqué un seul pendant treize ans, depuis que la seconde exécution a eu lieu, le 19 février 1850. Ce revirement si complet démontre à toute évidence que la peine de mort a eu sur le mauvais gré, la même action préventive que sur les chauffeurs. Aussi un honorable député de Soignies, qui appartient à l’arrondissement de Tournay, par sa naissance et par son domicile, et qui proclame hautement l’horreur que lui inspire la peine de mort, n’a-t-il pas hésité à déclarer à la Chambre des représentants qu’il ne naît pas que nos deux
exécutions eussent pu produire ce résultat (').

Qu'on nous permette de joindre à ce témoignage, qui ne peut être suspect, celui d'un savant professeur de l'université de Louvain, qui vient de publier « quelques réflexions sur la prétendue nécessité de la peine de mort (?)), et qui est cependant obligé de reconnaître qu'on a vu plus d'une fois une seule exécution mettre un terme à des crimes qui désolaient une commune populeuse depuis plusieurs années. » Il ajoute même « qu'il y aurait folie à prétendre que la peine capitale soit dépourvue d'efficacité; que, toujours inopérante et toujours dédaignée, elle n'arrête jamais le bras du coupable prêt à frapper sa victime; » et cet aveu est d'autant plus important, qu'il émane encore d'un adversaire de la peine de mort.

Cela n'empêche pas l'auteur des Misérables (3) de prétendre qu'elle n'est « ni exemplaire ni utile, parce que la guillotine se sent honteuse dans Paris; qu'elle a perdu son assurance; que chassée de la Grève, elle a reparu à la barrière Saint-Jacques, et que, chassée de la barrière Saint-Jacques, elle a reparu à la Roquette. » Cela ne

(1) Discours de M. J. Jouret, à la séance du 4 mars 1865, Annales parlementaires, 1862-1865, p. 489.
(3) Lettre au pasteur Borst.
l'empêche pas de considérer la peine de mort comme inefficace, « parce que la justice cache l'échafaud le plus qu'elle peut ; qu'elle détruit Montfaucon ; qu'elle supprime le créateur public ; qu'elle évite les jours de marché ; qu'elle bâtit sa mécanique à minuit et qu'elle fait son coup de grand matin. » Tout cela se trouve dans la lettre qu'un journal recommandait à nos méditations. Nous pensons qu'un bon fait, bien caractéristique, répondrait mieux à l'exemple des chauffeurs et du mauvais gré.

L'auteur de la conférence de Liége soutient également que « la peine de mort ne fait pas diminuer le nombre des crimes ; qu'elle ne fraye pas ceux qui les commettent ; qu'elle ne les maintient point par la terreur (1) ; » et pour justifier cette proposition, il a fait connaître au Congrès international de Gand, que sur cent soixante-sept malfaiteurs accompagnés à l'échafaud par un ministre de Bristol, cent soixante et un avaient avoué à ce ministre d'avoir été présents à des exécutions publiques (2).

Mais les chauffeurs, qui venaient de traverser la révolution, avaient vu l'échafaud en permanence pendant deux ans. Ils avaient certainement assisté à plus d'exécutions que les malfaiteurs de Bristol,

(1) Journal de Liège, du 2 février.
(2) Écho de Bruxelles, du 18 septembre 1865.
ou ceux des localités environnantes; et cependant, comme l’affirmait le directoire, l’établissement de la peine de mort avait rendu leurs attentats beaucoup moins fréquents, tandis que l’absence de cette peine, quant aux voleurs de grandes routes, n’avait fait qu’accroître leur nombre et leur audace. L’exemple de Bristol prouve donc uniquement qu’après avoir assisté à des exécutions, cent soixante et un malfaiteurs n’ont pas craint d’affronter eux-mêmes l’échafaud, avec la chance toutefois de n’être pas découverts, ou d’être mis hors de cause, à défaut de charges suffisantes. Mais combien n’y a-t-il pas eu d’autres malfaiteurs qui ont réculé devant l’échafaud, pendant cette longue période de cent soixante-sept exécutions capitales? Nul ne le sait; nul ne pourrait le dire. Le fait signalé à Gand ne prouve donc rien contre l’exemple des chauffeurs, ni contre celui du mauvais gré.

Nous reconnaissons du reste, avec l’auteur de la conférence de Liége, que si les crimes de mauvais gré ont été si nombreux de 1836 à 1842, « ce n’est « point parce qu’ils n’étaient pas punis de mort, « mais parce qu’ils n’étaient pas punis du tout. » Nous admettrons même, avec lui, que les travaux forcés auraient pu en diminuer le nombre : ce qui prouve que le rocher de Sisyphe, ce bloc de haine qu’on nomme la pénalité, peut être bon à quelque chose.

Mais, d’après la nature du mauvais gré, d’après
la marche qu'il suivait depuis des siècles; il est certain qu'il se serait encore signalé par l'assassinat et par l'incendie, si l'on n'avait pas fait les deux exécutions de 1844 et de 1850. Cela est si vrai que, dix-sept jours après l'exécution de 1844, les nommés Pollet et Carez adressaient par mauvais gré, dans un écrit anonyme, des menaces d'assassinat et d'incendie à un cultivateur d'Ellezelles. Ils furent condamnés de ce chef, l'un, à huit années de travaux forcés, et l'autre, à dix années de la même peine; et tous deux à une heure d'exposition publique.

Quatre ans plus tard, un médecin de Taintignies, qui possédait une ferme à Rumés, et qui avait été obligé d'expulser son locataire parce qu'il ne payait point ses fermages, recevait à son tour de semblables menaces, également contenues dans une lettre anonyme. L'auteur de ces menaces était le nommé Carpentier, son locataire, qui avait exigé une indemnité de sortie, quoiqu'il n'y eût aucun droit, et qui avait refusé une somme de 10,000 francs, ainsi que d'autres avantages que lui offrait son propriétaire, afin d'acheter son bon gré et d'échapper à ses vengeances. Carpentier fut donc condamné le 50 janvier 1849, à huit années de travaux forcés avec exposition publique, et il fut exposé à Tournaï le 20 mars, de même que Pollet et Carez avaient été exposés à Lessines le 14 avril 1845.

Ces deux faits, que nous avions laissés de côté l'année dernière, prouvent quelles étaient encore
les exigences et l'audace du mauvais gré, depuis l'exécution de 1844. Aussi la Cour d'assises, comme nous l'avons vu, prononça-t-elle contre leurs auteurs des peines excessivement sévères, quoiqu'ils se fussent bornés à faire par écrit et sous condition, de simples menaces d'assassinat et d'incendie. Appliquée à des crimes de moindre importance, cette sévérité semblait de nature à en prévenir de plus grands. Le mauvais gré, cependant, se signala encore par l'assassinat de Maubray, qui eut lieu quelques jours avant l'exposition de Carpentier, et qui fit périr son auteur sur l'échafaud en 1830. Mais depuis cette époque, ainsi que nous l' pensions, l'arrondissement de Tournay a été complètement délivré des crimes de feu et d'homicide qui le désolaient depuis des siècles.

Quand on voit l'ensemble de ces faits, il est impossible de ne pas reconnaître que la peine de mort seule a produit ce résultat, comme elle a fait reculer autrefois les chauffeurs, alors qu'ils bravaient depuis un an les vingt-quatre années de fers qu'on leur infligeait, et qui ne comportaient alors ni remise ni réduction, puisque le droit de grâce était inconnu à cette époque.

C'est sans doute parce qu'on n'a rien à répondre à ces deux exemples, qu'on s'est abstenu de les discuter à Gand et dans les meetings pour l'abolition de la peine de mort. Il conviendrait cependant, si l'on veut traiter la question d'une manière
séricuse, de l’examiner sous toutes ses faces, et de rencontrer les objections qu’elle peut avoir soulevées dans l’un ou l’autre sens.

On a encore procédé de la même manière, à un autre point de vue, en reproduisant, comme une vérité incontestable, un fait que nous avions contesté et qui n’est rien moins qu’établi, à savoir : que les crimes capitaux auraient diminué dans le ressort de Liége, où il n’y a eu qu’une seule exécution depuis 1830, tandis que dans le ressort de Bruxelles, où il y en a eu vingt-cinq, et dans celui de Gand, où il y en a eu vingt-deux, ces crimes auraient considérablement augmenté.

Nous avons prouvé, en effet, l’année dernière (1), que cette proposition ne repose que sur des chiffres incomplets ; qu’elle n’a d’autre base que le nombre des accusés jugés contradictoirement pour meurtre, infanticide, assassinat, empoisonnement et parricide ; mais qu’elle ne tient pas compte des accusés jugés par contumace, ni des crimes capitaux dont les auteurs sont restés inconnus, ou dont la poursuite, à défaut de charges suffisantes, est venue échouer à la chambre du conseil et à la chambre des mises en accusation. Nous avons ajouté que ce n’est pas sur des documents aussi incomplets, qu’on peut établir la criminalité relative de nos provinces ; et le savant professeur de Louvain n’hésite pas à

(1) Pp. 10 à 12.
reconnaître que l’objection est fondée. Il reconnaît même, tout en réclamant l’abolition de la peine de mort, que les crimes dont les auteurs restent inconnus, sont plus nombreux qu’on ne le pense d’ordinaire.\(^{(1)}\); et nous voyons, en effet, par des statistiques publiées en 1853 et 1859, qu’il y a eu en Belgique, de 1851 à 1855, c’est-à-dire pendant l’espace de cinq ans, six empoisonnements, quatre-vingt-assassinats, et plus de deux cents incendies dont on n’a pu découvrir les auteurs. Nous avons vu également, l’année dernière \(^{(2)}\), que vingt crimes capitaux de la province de Namur, postérieurs à l’époque dont nous venons de parler, n’ont jamais été poursuivis dans le ressort de Liége. Les documents statistiques publiés en 1855 et 1859 ont, du reste, les seuls qui indiquent, année par année et province par province, les différentes espèces de crimes dont les auteurs sont restés inconnus. Mais ils ne donnent ces renseignements que jusqu’à la fin de 1855. Aussi l’honorable député de Soignies a-t-il demandé au Gouvernement de compléter nos statistiques, en y comprenant « les accusés de crimes capitaux jugés par contumace; ceux qui peuvent avoir commis des vols auxquels la loi attache la peine de mort, ainsi que les

\(^{(1)}\) Belgique judiciaire, t. XXV, pp. 1164 et 1165.

\(^{(2)}\) P. 45.
« crimes capitaux dont les auteurs sont restés in-
« connus, et ceux dont la poursuite, à défaut de
« charges suffisantes, est venue échouer à la cham-
« bre du conseil ou bien à la chambre des mises en
« accusation. » Ce n’est, en effet, qu’au moyen de
ces nouveaux documents, qu’on pourra savoir si les
crimes capitaux ont réellement diminué dans le
ressort de Liége, et s’ils ont augmenté dans les res-
sorts de Bruxelles et de Gand.

Lorsque nous avons traité cette question, l’année
dernière, nous avons cru inutile de vérifier les
chiffres qu’on nous opposait, puisqu’ils ne forment
qu’une base évidemment incomplète. Mais comme
on persiste à les invoquer, il devient essentiel de les
réduire à leur juste valeur.

Pour établir que les crimes capitaux ont diminué
dans le ressort de Liége, et qu’ils ont augmenté
dans les ressorts de Bruxelles et de Gand, on s’est
borné à dire qu’ils avaient donné, de 1852 à 1855,
une moyenne de 15 accusés par an au ressort de
Bruxelles; de 17, à celui de Gand, et de 13, au
ressort de Liége, mais que cette moyenne s’est
élevée, de 1850 à 1855, à 20 accusés par an dans
le ressort de Bruxelles, et à 19 dans celui de Gand,
tandis qu’elle est descendue à 11 accusés dans le
ressort de Liége (1). « Il en résulte, a-t-on ajouté,

(1) Journal la Meuse, supplément aux numéros des 15 et
16 février 1862.
Il) qu'on a vu dans l'espace de vingt ans, le nombre des accusés de crimes capitaux augmenter de 33 pour cent dans le ressort de Bruxelles, et de 12 pour cent dans le ressort de Gand, c'est-à-dire, dans les deux ressorts de Cour d'appel où la peine de mort a été appliquée, tandis qu'il a subi une diminution de 15 pour cent dans le ressort de Liége, où cette peine a été abolie de fait.

Mais on oublie que, pendant ces vingt ans, la population a augmenté de 427,441 habitants, c'est-à-dire d'un quart, dans le ressort de Bruxelles, puisqu'elle n'était, de 1832 à 1835, que de 1,524,949 habitants, et que ce chiffre s'est élevé à 1,932,390 habitants, pendant la période de 1850 à 1855 (1).

On oublie également que si la population du ressort de Bruxelles a augmenté de 427,441 habitants, la criminalité de nos trois provinces a dû subir une augmentation proportionnelle, et que cet accroissement de population, mis en rapport avec le chiffre des accusés, entre nécessairement pour une large part dans la moyenne plus élevée de la seconde période. Il suffit même d'un calcul bien simple, pour s'assurer que les 15 accusés de la première période ont dû s'élérer, pendant la seconde, et par le seul effet de l'accroissement de la popula-

tion, à 19 accusés et $\frac{30}{100}$, où, ce qui est la même chose, à 19 accusés et $\frac{1}{5}$ par an ; ce qui réduit en réalité l'augmentation à $\frac{80}{100}$ ou $\frac{4}{5}$ d'un accusé par an, puisque le ressort de Bruxelles a eu, de 1850 à 1885, une moyenne annuelle de 20 accusés en matière capitale. Avons-nous besoin d'ajouter que cette augmentation de $\frac{4}{5}$ d'un accusé par an, ne représente que $5$ et $\frac{33}{100}$ pour cent, ou, tout au plus, le dix-huitième de la moyenne primitive, de sorte que les 55 pour cent qu'on nous attribue à Liége, en laissant de côté l'accroissement de la population, ne reposent que sur une exagération manifeste. Cela prouve, comme le disait M. le Ministre de la Justice à la Chambre (1), que les statistiques ne doivent être consultées qu'avec beaucoup de circonspection.

Peut-on maintenant conclure de ces $\frac{4}{5}$ d'un accusé par an, que l'échafaud aurait eu pour effet d'augmenter les crimes capitaux dans le ressort de Bruxelles ? Mais cette majoration est trop insignifiante, pour qu'on puisse sérieusement s'en occuper. On ne peut pas d'ailleurs, comme le disait encore M. le Ministre (2), conclure d'un chiffre à une cause ou à un effet quelconque ; et cela est si vrai, qu'il serait fort difficile d'expliquer pour-

(1) Séance du 3 mars 1865, Annales parlement., pp. 495 et 496.
(2) Chambre des représentants, séance du 3 mars 1865.
quoi le ressort de Liège, après avoir eu pendant quatre ans, de 1832 à 1835, une moyenne annuelle de 15 accusés en matière capitale, avu tout à coup cette moyenne s'élever à 17 accusés ⁹/₁₀, pendant les quatre années qui ont immédiatement suivi, c'est-à-dire, de 1836 à 1839, alors surtout qu'à cette époque, la population du ressort de Liège n'avait augmenté que de 40 à 50,000 habitants (¹). Pendant 1838, la population a encore diminué de quatre années; nous venons de constater que l'augmentation de la moyenne primitive s'est réduite, pour le ressort de Bruxelles, aux ⁴/₅ d'un accusé par an, c'est-à-dire, à 5 et ⁸²/₁₀₀ pour cent. Nous allons voir maintenant que cette moyenne, dans le ressort de Liège, n'a pas diminué de deux accusés, comme on voudrait le faire croire, mais seulement d'un accusé et ½₀, de sorte qu'il aurait suffi d'un accusé et un quart en plus, pendant chaque année de la dernière période, pour en revenir à la moyenne primitive. C'est faire pivoter la question de la peine de mort, comme on le voit, sur des infiniment petits, et la réduire à de bien mesquines proportions; mais, comme on l'a placée et qu'on veut la maintenir sur ce terrain, il faut bien que nous discutions les chiffres qu'on nous oppose.

De 1850 à 1840, le Limbourg et le Luxembourg n'avaient pas les populations restreintes que leur

(¹) Statistiques publiées en 1838, loco citato.
assignent les statistiques de 1858 (1). Ils possédaient encore, à cette époque, les parties cédées en 1839 à la Hollande, et qui représentaient, comme on le sait, une population de 3 à 400,000 habitants. Aussi les documents statistiques publiés en 1855, en attribuaient-ils 337,703 au Limbourg, et 502,684 au Luxembourg. Le ressort de Liége, en ajoutant à ces chiffres celui de ses autres provinces (2), avait donc à cette époque 1,229,171 habitants; et cette population lui avait donné, en matière capitale, comme le rapportent les statistiques, une moyenne de 43 accusés par an. Elle nous apprend, d’un autre côté, que la population du ressort de Liége, malgré la réduction qu’elle avait subie en 1859, en était revenue à 1,173,199 habitants, pendant la période de 1850 à 1855, ce qui aurait dû lui donner, en matière capitale, une moyenne de 12 accusés et 42/100 par an. Mais, comme la moyenne véritable n’a été que de 11 accusés et 15/100 (3), la diminution ne s’est réduite en réalité qu’à un accusé et 27/100, ou, ce qui est la même chose, à un accusé et un quart, ce qui ne représente pas tout à fait 10 pour cent. La diminution de la moyenne primi-

(1) Justice criminelle, p. 10.
(2) Documents statistiques de 1858. — Justice crimi-
nelle, p. 10.
(3) On s’est trompé à Liége, en la fixant à 41 accusés seulement.
tive dans le ressort de Liége n’est donc pas moins insignifiante que son augmentation dans le ressort de Bruxelles.

Mais, d’où provient cette diminution d’un accusé et un quart? Procure-t-elle de ce que les crimes capitaux ont en effet diminué, ou de ce que la police n’a pas recherché leurs auteurs avec assez d’énergie; de ce qu’elle n’a pas, en un mot, livré au jury tous les malfaiteurs qu’elle aurait dû atteindre? On a dit à Liége, et nous le reconnaissons nous-même, que s’il y a eu tant de crimes de mauvais genre, de 1856 à 1842, c’est parce qu’ils n’étaient l’objet d’aucune poursuite. Il y avait donc alors beaucoup moins d’accusés que de crimes dans le Hainaut; et la même chose, comme nous allons le voir, s’est produite dans le pays de Namur, de 1840 à 1855, pour les faits qui entraînent la peine de mort. Il est certain, en effet, que depuis le traité de 1839, la population de cette province a toujours dépassé de beaucoup celle du Limbourg et celle du Luxembourg; qu’elle la dépassait de plus d’un tiers, pendant la période de 1840 à 1850, et à peu près d’une moitié, à partir de 1850 jusqu’à la fin de 1855. Il en résulte que la province de Namur, avec la même police judiciaire, aurait dû avoir, de 1840 à 1850, un tiers d’accusés de plus que le Limbourg ou le Luxembourg, et une moitié de plus, pendant la période de 1850 à 1855. Or, les statistiques ne lui attribuent que 10 accusés en
matière capitale, de 1840 à 1845, tandis qu’elles en donnent 15 au Luxembourg et 48 au Limbourg. La province de Namur, qui aurait dû en avoir un tiers de plus que le Limbourg ou le Luxembourg, en avait donc un tiers de moins que chacune de ces provinces.

Dira-t-on que des circonstances exceptionnelles ont peut-être amené ce résultat? Mais, de 1846 à 1849, c’est-à-dire, pendant les quatre années qui ont immédiatement suivi, nous retrouvons la province de Namur avec 6 accusés, tandis que le Limbourg en avait 11, et le Luxembourg, 16. Le Limbourg et le Luxembourg avaient donc, à cette époque, deux fois autant d’accusés que la province de Namur, quoiqu’elle eût dû, à raison de sa population, en avoir elle-même un tiers de plus que l’une et l’autre de ces provinces; et on n’admettra pas que des circonstances exceptionnelles aient pu maintenir pendant dix ans, de 1840 à 1849, une intervention aussi complète. Cela démontre évidemment que la police judiciaire était beaucoup moins active dans la province de Namur que dans les deux autres; et la période de 1850 à 1855 nous en fournit une nouvelle preuve. Nous avons dit, en effet, que la population du pays de Namur, à cette époque, dépassait de moitié celle du Limbourg et celle du Luxembourg. Ces trois provinces n’ont eu cependant, de 1850 à 1855, que 14 accusés chacune, tandis que la première, avec sa population plus
fort de moitié, aurait dû en avoir 21. Voilà donc, à partir de 1840, seize années pendant lesquelles il n'y a jamais eu dans la province de Namur, un chiffre d'accusés en rapport avec sa population. Mais, pour qu'on ait vu se reproduire à cet égard, pendant seize ans, des différences aussi notables que celles dont nous avons parlé, il faut nécessairement que la police judiciaire n'ait pas fait, dans cette province, ce qu'elle faisait dans le Limbourg et dans le Luxembourg. C'est aussi ce qu'un honorable sénateur de Namur proclamait hautement à la tribune : « Je suis bourgmestre, disait-il (1), j'habite pendant la majeure partie de l'année la campagne, et je puis dire que les crimes et les délits y restent impunis de la manière la plus scandaleuse. Les assassinats, les vols, les incendies, sont l'histoire de tous les moments, et, très-souvent, il n'y a pas la moindre poursuite. » Et après avoir cité quinze assassinats et incendies qui étaient restés complètement impursuivis dans la province de Namur, l'honorable sénateur ajoutait : « À quelle cause faut-il attribuer l'impunité de ces crimes? À l'insuffisante organisation de la police judiciaire. Quand un crime est commis, le procureur du Roi n'en est souvent informé que par la clameur publique : et, je regrette de devoir le

« dire, les bourgmestres consultent souvent leur intérêt plutôt que l'intérêt public, et s'abstiennent pour ne pas exposer leur tranquillité. Si le bourgmestre reste inactif, il n'y a aucune recherche ; s'il écrit, c'est au procureur du Roi. Ce magistrat charge la gendarmerie de demander au bourgmestre ce qu'il connait du fait dénoncé ; s'il sait quelque chose, la gendarmerie recueille les renseignements que lui donne le bourgmestre ; s'il ne sait rien, l'affaire reste sans suite. » On comprendra maintenant pourquoi la moyenne du ressort de Liége a diminué d'un accusé et un quart, pendant la période de 1850 à 1853. On comprendra aussi que cette diminution n'a rien de commun avec la question de la peine de mort.

Si, cependant, de nouveaux renseignements venaient établir que les crimes capitaux ont réellement diminué dans le ressort de Liége, et qu'ils ont augmenté à Bruxelles et à Gand, il resterait encore à examiner quelle a pu être la véritable cause de cette augmentation ou de cette diminution. Cela est d'autant plus évident au cas actuel, qu'il n'y a pas d'assimilation possible entre le ressort de Liége et les deux autres.

Il résulte en effet de l'exposé de la situation du royaume, publié en 1852 par le Ministère de l'intérieur (1), qu'il n'y a eu, de 1840 à 1850, que

(1) P. 506.
53,766 prévenus correctionnels dans le ressort de Liège, tandis que le ressort de Bruxelles en a eu 74,897, et le ressort de Gand, 61,163 pendant la même période; ce qui donne, pour dix années, un excédant de 27,597 prévenus correctionnels aux deux Flandres, et de 41,181 prévenus au ressort de Bruxelles.

Il en résulte également que, parmi ces prévenus (1), il y en avait 8,370 en état de récidive dans le ressort de Bruxelles, et 8,248 dans le ressort de Gand, tandis qu'il n'y avait eu, pendant la même période, que 2,734 prévenus de cette catégorie dans le ressort de Liège; ce qui donne à chacun des deux autres, pour dix années, un excédant de plus de 5,500 prévenus correctionnels en état de récidive.

Il résulte enfin de l'exposé du Gouvernement (2), que le ressort de Liège a eu, de 1850 à 1860, 12,000 mendians et vagabonds de moins que les deux Flandres, et 50,000 de moins que le ressort de Bruxelles (3); et l'on ne prétendra pas sans doute,

(1) P. 447.
(2) P. 306.
(3) En voici les chiffres exacts pour chaque ressort :

Ressort de Gand.

Dépôt de mendicité de Bruges, exclusivement affecté aux deux Flandres . . . . . . . . . . 25,556
qu'avec des milieux aussi différents; la proportion des crimes capitaux puise être la même dans les trois ressorts. Si, en effet, de nouveaux documents

Ressort de Bruxelles.

1o Dépôt de mendicité de la Cambre, exclusivement affecté à la province de Brabant ........... 34,188
2o Dépôt de mendicité de Hoogstraten, exclusivement affecté à la province d'Anvers .......... 5,981
3o Un tiers du dépôt de Mons, affecté aux provinces de Hainaut, de Namur et de Luxembourg .... 5,492

Total pour le ressort de Bruxelles .......... 44,661

Ressort de Liège.

1o Dépôt de mendicité de Reckheim, exclusivement affecté aux provinces de Liège et de Limbourg .... 4,004
2o Deux tiers du dépôt de mendicité de Mons, pour ce qui concerne les provinces de Namur et de Luxembourg ....................... 6,984

Total pour le ressort de Liège .......... 10,988

La statistique ne donnant pas, au sujet du dépôt de mendicité de Mons, les quotités spécialement relatives aux provinces de Namur et de Luxembourg, nous avons dû nous borner à diviser par tiers la population de ce dépôt, et nous sommes autorisé à croire que cette division doit plutôt diminuer qu'augmenter le chiffre réel des mendiant et des vagabonds du ressort de Bruxelles, puisqu'il est impossible que le Hainaut, beaucoup plus peuplé que le Luxembourg et la province de Namur, n'entre point pour plus d'un tiers dans la population du dépôt de Mons.
venaient assigner au ressort de Liége, beaucoup moins populeux que chacun des deux autres (1), un nombre de crimes capitaux proportionnellement égal à celui des deux Flandres, ou à celui du ressort de Bruxelles, il est évident que la criminalité relative serait plus grande, à cet égard, dans le ressort de Liége que dans celui de Bruxelles ou celui de Gand, puisqu'elle affecterait une population qui renferme, sur une très-grande échelle, beaucoup moins de vagabonds et de répris de justice que le ressort de Bruxelles ou les deux Flandres.

Si, au contraire, ces documents assignaient au ressort de Liége un chiffre de crimes capitaux relativement inférieur, il serait assez difficile d'attribuer ce chiffre moindre à l'absence de l'échafaud dans ces provinces, quand on songe à l'effet qu'il a produit sur le mauvais gré et sur les chauffeurs. Aussi M. le Ministre disait-il encore à la Chambre des représentants, « qu'il ne résulterait pas, de ce que la peine de mort n'aurait pas été exécutée dans l'une ou l'autre de nos provinces, et de ce que les crimes n'y auraient pas augmenté dans une grande proportion, qu'on dût nécessairement abolir cette peine. » Au lieu de conclure, dans

(1) Le ressort de Liége avait, au 51 décembre 1830, 291,000 habitants de moins que les deux Flandres, et 766,000 habitants de moins que le ressort de Bruxelles. — Exposé de la situation du royaume, tit. II, pp. 4 et 5.
cette hypothèse, d'un chiffre moindre à une cause ou à un effet quelconque, il faudrait évidemment tenir compte au ressort de Bruxelles et à celui des Flandres, du surplus si considérable de vagabonds et de repris de justice, qu'ils ont eu à combattre depuis trente ans, et qui n'ont pu manquer de leur donner plus de grands criminels et plus d'assassins.

Il n'y a donc, comme nous le disions, pas d'as-simulation possible entre le ressort de Liège et les deux autres; et cependant, le moyen qu'on a inventé à Liège, et qu'on reproduit encore aujourd'hui, ne repose que sur une comparaison, bien ou mal fondée, entre les trois ressorts. Il ne repose d'ailleurs, comme nous l'avons également fait observer, que sur une base incomplète, et il se réduit à rien, quand on l'examine de près.

Nous ne pensons pas, du reste, que le ressort de Liège ait aussi peu de crimes capitaux qu'on voudrait bien le faire croire. Nous avons, en effet, signalé vingt crimes de cette catégorie, qui appartenaient à la seule province de Namur, et qui n'ont jamais été poursuivis. Il est d'ailleurs assez probable, si les faits nous étaient mieux connus, que le Limbourg, le Luxembourg et la province de Liège augmenteraient ce contingent. Les journaux, d'un autre côté, pendant qu'on tenait à Liège et à Verviers des conférences contre la peine de mort, et pendant qu'on faisait des meetings à Mons pour obtenir son abolition, mentionnaient à quatre se-
maines d'intervalle, une tentative d'assassinat com-
mise à Bouillon, province de Namur, le 25 février
dernier, sur la personne d'un vieillard septuagé-
naire; un assassinat commis à Warsage, près de
Visé, province de Liège, le 21 mars suivant, sur
une femme dont on avait coupé la tête; et une
tentative d'incendie, commise le surlendemain à
Bilsen, province de Limbourg, au moyen d'un
rouleau de grosse toile, qu'on avait glissé sous la
porte d'une grange, et qui contenait de la onate et
des allumettes chimiques à moitié consumées (1).
Les journaux signal auraient encore, trois mois plus
plutôt, l'assassinat commis, le 12 juin, à Hermalle,
sous Huy, province de Liège, sur une femme qui
avait reçu une entaille à la gorge, une entaille plus
profonde au menton, et à qui on avait coupé la
main droite à la deuxième phalange (2). Ils signa-
talent enfin, le mois dernier, un assassinat commis
rue du Ruisseau, à Liège, sur une femme qu'on
avait étouffée, et un commencement d'incendie,
qui avait brûlé cette malheureuse à la poitrine, et
qui avait en pour but de faire disparaître les traces
de l'assassinat. En publiant ce double crime capit-
tal, la Meuse ajoutait que M. le commissaire de
police Freymand poursuivait l'instruction de cette

(1) Étoile belge, des 8 et 28 mars 1865. — Écho de
Bruxelles, du 29 mars 1865.
(2) Étoile belge, du 21 juin 1865.
grave affaire (1). Nous pensons donc que si le Gouvernement est à même de fournir le chiffre exact des crimes capitaux restés impoursuivis, ce chiffre sera loin de justifier la comparaison qu'on a voulu établir entre le ressort de Liège et les deux autres. Mais il est fort douteux qu'on puisse le donner avec précision, puisque les statistiques publiées en 1833 et 1839 signalaient déjà « quelques lacunes » à cet égard pour la province de Liège, et l'impossibilité où se trouvait l'autorité judiciaire d'Arlon, de former, pour 1831 et 1832, le relevé des crimes à auteurs inconnus (2).

Faut-il maintenant abolir la peine de mort en Belgique, parce qu'elle a disparu dans le Wisconsin, dans le Michigan et dans le Rhode-Island, en Amérique, et en Europe, dans les duchés d'Oldenbourg, d'Anhalt et de Nassau, dans les cantons de Neuchâtel et de Fribourg, dans la modeste république de Saint-Marin et dans l'ancien duché de Toscane, car ces pays sont les seuls que l'on signale comme ayant aboli cette peine (3)?

Mais, s'il n'y a pas d'assimilation possible entre le ressort de Liège et ceux de Bruxelles et de Gând, à quel titre pourrait-on conclure de ces petits États

(1) Étoile belge, du 10 septembre 1865.
(2) Statistique de 1833, pp. 14 et 15. — Idem de 1834 à 1835, pp. 34 à 37.
(3) Belgique judiciaire, t. XXI, p. 4154.)
au naturel, alors que nous sommes loin de savoir s'il n'existait pas entre eux et nous des raisons de différence qui excluraient cette conclusion? Aussi le savant interprète de Mittermayer disait-il, à ce sujet, l'année dernière (1): « J'ai indiqué ci-dessus les États, en petit nombre, qui ont complètement rayé la peine de mort de leurs codes. Une parcelle réforme ne peut être faite, et, en réalité, elle n'a jamais été faite, qu'à la suite de plusieurs années d'expérience, au moyen d'une abrogation de fait de la peine de mort. Or, les chiffres de la statistique que fournit M. Mittermayer, établissent que, dans les pays énumérés ci-dessus, les grands crimes n'ont pas augmenté depuis les lois nouvelles. Cela prouve pour ces pays, mais pour eux seulement, que la peine de mort n'y était plus nécessaire, et que le législateur, en l'abolissant, a exprimé les sentiments des populations. Ces paroles émanent encore d'un adversaire de la peine capitale. Avons-nous besoin de rappeler qu'on a fait en Belgique, de 1830 à 1835, l'expérience dont il parle, mais qu'elle a été beaucoup moins heureuse que dans le Wisconsin, le Michigan ou la république de Saint-Marin? Avons-nous besoin de rappeler que la peine de mort a été abolie de fait, dans notre pays, pendant cette période, et qu'indépendamment des accusés traduits

(1) Belgique judiciaire, t. XX, p. 1147.
en cour d’assises, pour crimes emportant la peine capitale, nous avons eu à cette époque deux cents incendies, six empoisonnements, quarante-deux meurtres, soixante et dix infanticides et quatre-vingt-deux assassinats, dont les auteurs sont restés complètement inconnus? Peut-on enfin recommencer une expérience qui a produit d’aussi tristes résultats, et compromettre gratuitement la vie des citoyens, pour faire ce qu’on appelle du progrès social?

Il faudrait au surplus, avant d’abolir la peine de mort, en trouver une autre qui eût la même force d’intimidation. Aussi l’honorable député de Soignies se demandait-il (1), s’il était impossible de trouver une peine de cette nature, appliquée avec énergie, certitude, instantanéité, et qui, partant fût « efficace. » Il ne croyait pas que cela fût douteux, et il ajoutait que si l’on pouvait trouver cette peine, la peine de mort devenait « injuste, illégitime, éminemment condamnable à tous les points de vue possibles. »

Nous n’hésiterions pas à la considérer nous-même comme injuste, comme illégitime, comme éminemment condamnable à tous les points de vue possibles, si l’on parvenait à découvrir et à lui substituer une autre peine, dont la force d’intimidation pût atteindre le même but. Car nous soutenions déjà, l’année

(1) Séance du 4 mars dernier.
dernière, avec le célèbre Damhouder et avec les auteurs du code pénal (1), que la peine ne saurait être un acte de vengeance ; qu'elle n'est qu'une médecine de correction, destinée à faire peur aux autres, et que, « s'il pouvait être sûr, après le plus détestable forfait, qu'aucun crime ne fut désor- mais à craindre, la punition du dernier des coupables serait une barbarie sans fruit ; qu'elle dépasserait même le pouvoirs de la loi (2). » Nous n'hésiterions donc pas à combattre la peine de mort comme inutile, et partant, comme injuste, si nous en connaissions une autre qui pût atteindre le même but.

Mais l'honorable député de Soignies n'a pas même essayé de découvrir cette autre peine. On ne s'en est pas occupé davantage aux conférences de Liége et de Verviers, au congrès des sciences sociales à Gand, ni dans des meetings où l'on a demandé l'abolition de la peine de mort, et comme nous n'avons pas de colonies où nous puissions faire l'essai d'un Botany-Bay, nous ne pourrions jamais que substituer les travaux forcés à la peine capitale. Mais cette substitution ne préviendrait pas les grands crimes, puisque la peine de vingt-quatre

(1) Pp. 6 et 7.
années de fers mia produisit aucun effet sur les chauffeurs, et qu'il a fallu, pour les maintenir, décréter la peine de mort contre eux, pour être enfin supprimé.

L'honorable représentant voudrait, il est vrai, que cette autre peine qu'il nie désigne pas, fût appliquée avec énergie, certitude, instantanéité : et nous reconnaissons nous-même qu'on renoncerait plus souvent à commettre un crime, si l'on était assuré d'être découvert le lendemain ; d'être livré le surlendemain à la justice, et d'y être puni le troisième jour. Mais il n'est au pouvoir, ni de la loi, ni du magistrat, de faire marcher une poursuite avec l'énergie, la certitude, et surtout l'instan-tanéité que demandait l'orateur. Les grands criminels, en effet, ont toujours soin de ne laisser aucune trace, aucun indice qui puisse les faire découvrir. C'est ainsi que les condamnés de Mons, qui formaient la bande d'Entre-Sambre-et-Meuse, avaient le plus souvent la figure noircie, ou cachée par des mouchoirs qui la rendaient méconnaissable ; qu'ils s'enveloppaient les pieds dans des chiffons, afin de ne pas se compromettre par la forme ou par les clous de leurs chaussures ; qu'ils avaient soin enfin, lorsqu'ils allaient commettre un crime, ou lorsqu'ils en relevaient, de ne jamais prendre les chemins de fer qu'à des heures et à des stations différentes, quoique plusieurs d'entre eux fussent de la même commune. C'est ce qui leur a permis d'exploiter pendant cinq ans trois provinces.
Notre discours a ailleurs les mêmes difficultés pour tous les crimes de quelque importance, et nous en avons eu un exemple frappant, au sujet du vol de 400,000 francs commis à l'hôtel De Liedekerke, puisqu'on n'a découvert le coupable que trois ans plus tard, par suite d'une imprudence qui indiqua chez lui un changement de fortune qu'on était (soit de) soupçonner. Nous pourrions même citer plusieurs assassinats qui ont échappé à toutes nos recherches, parce qu'ils n'avaient laissé aucune trace qui pût nous guider. La certitude et l'instan-

tanéité de la poursuite échouent donc le plus sou-
vant contre l'impossible ; et ce n'est pas, dès lors, au moyen d'une répression plus certaine, plus éner-
gique, plus instantanée, qu'on pourra suppléer à la peine de mort.

S'il y a du reste, en dépit de cette peine, encore tant de faits capitaux aujourd'hui, cela provient uniquement des nombreuses chances d'impunité et d'atténuation que rencontrent leurs auteurs, puis-
qu'ils ont toujours la chance de n'être pas décou-

verts ; celle d'être mis hors de cause à défaut de charges suffisantes ; celle enfin d'être acquittés par le jury ; et s'ils viennent à être condamnés, ils ont encore quatre-vingt-treize chances de commutation de peine, puisqu'on n'exécute en moyenne, comme nous le disions (1), que sept condamnés sur cent.

(1) Discours précédent, p. 55.
Qu'on abolisse la peine de mort dans ces conditions, il ne restera plus rien pour arrêter les malfaiteurs qu'elle aurait pu contenir par l'exemple.

Quoique nous n'ayons examiné cette question, l'année dernière comme aujourd'hui, qu'à un point de vue purement belge, la lettre qu'on recommandait à nos méditations, et qu'on regardait comme « un secours inattendu et précieux (1) », s'occupait aussi de la justice anglaise, « voyageant dans le sac de nuit du bourreau Calcraft, où était mêlée à des chaussettes et à des chemises, la corde avec laquelle il avait pendu hier et avec laquelle il pendrait demain. » Cette lettre concluait enfin en demandant l'abolition de la peine de mort à Genève, parce que « l'homme ne pouvait montrer « la guillotine à Dieu, sur ce lac de l'Eden, sur cet admirable coin de terre, où Dieu montre à l'homme la splendeur sacrée des Alpes, l'Arve et le Rhône, le Léman-Bleu et le Mont-Blanc dans une auréole de soleil. »

Mais le gouvernement anglais, si essentiellement pratique, s'est assez peu inquiété de la justice voyageant dans un sac de nuit, avec des chemises et des chaussettes, puisqu'il a fait faire deux exécutions à Londres, le 20 août, et quatre à Liverpool, le 19 septembre (2). Quant à la constituante de

(1) Indépendance belge, du 22 novembre 1862.
(2) Étoile belge, du 24 août 1865. — Écho belge, du 21 septembre.
Genève, elle ne semble pas avoir songé au Léman-Bleu, ni au Mont-Blanc dans une auréole de soleil, puisqu’elle a maintenu la peine de mort par quarante-cinq voix contre cinq.

L’année qui vient de finir, Messieurs, est venue ajouter une nouvelle perte à celles que nous avions précédemment éprouvées. M. le conseiller Modeste-Norbert-Joseph Dupont, qui avait appartenu à notre cour supérieure depuis le 16 octobre 1850, et qui avait demandé et obtenu sa non-activité en 1849, est décédé à l’âge de soixante-dix-neuf ans, le 50 juin dernier. Avocat au barreau de Mons, avant la révolution, M. Dupont s’y était principalement occupé de questions charbonnières, et c’est à ce titre qu’il avait été appelé à siéger parmi vous. Ceux qui ont eu le bonheur de connaître cet honorable magistrat regretteront avec nous les belles qualités qui le distinguaient.

Au nom du Roi, nous réquérons la Cour de déclarer qu’elle a repris ses travaux.